

International Labour Conference Conférence internationale du Travail

PROTOCOL

PROTOCOL OF 2002 TO THE OCCUPATIONAL
SAFETY AND HEALTH CONVENTION, 1981,
ADOPTED BY THE CONFERENCE
AT ITS NINETIETH SESSION,
GENEVA, 20 JUNE 2002

PROTOCOLE

PROTOCOLE DE 2002 À LA CONVENTION
SUR LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS, 1981,
ADOPTÉ PAR LA CONFÉRENCE
À SA QUATRE-VINGT-DIXIÈME SESSION,
GENÈVE, 20 JUIN 2002

Protocole 2002**PROTOCOLE RELATIF À LA CONVENTION SUR
LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS, 1981**

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 3 juin 2002, en sa quatre-vingt-dixième session;

Notant les dispositions de l'article 11 de la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 (désignée ci-après comme «la convention»), qui prévoit notamment que:

«Au titre des mesures destinées à donner effet à la politique mentionnée à l'article 4 [...], l'autorité ou les autorités compétentes devront progressivement assurer les fonctions suivantes:

[...]

c) l'établissement et l'application de procédures visant la déclaration des accidents du travail et des cas de maladies professionnelles par les employeurs et, lorsque cela est approprié, par les institutions d'assurances et les autres organismes ou personnes directement intéressés; et l'établissement de statistiques annuelles sur les accidents du travail et les maladies professionnelles;

[...]

e) la publication annuelle d'informations sur les mesures prises en application de la politique mentionnée à l'article 4 [...] ainsi que sur les accidents du travail, les cas de maladies professionnelles et les autres atteintes à la santé survenant au cours du travail ou ayant un rapport avec celui-ci»;

Considérant le besoin de renforcer les procédures d'enregistrement et de déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles dans le but de promouvoir l'harmonisation des systèmes d'enregistrement et de déclaration, d'en identifier les causes et d'élaborer des mesures préventives;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'enregistrement et à la déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles, question qui constitue le cinquième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'un protocole relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981,

adopte, ce vingtième jour de juin deux mille deux, le protocole ci-après, qui sera dénommé Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981.

I. DÉFINITIONS*Article 1*

Aux fins du présent protocole:

- a) l'expression «accident du travail» vise tout accident survenu du fait du travail ou à l'occasion du travail et ayant entraîné des lésions mortelles ou non mortelles;
- b) l'expression «maladie professionnelle» vise toute maladie contractée à la suite d'une exposition à des facteurs de risque résultant d'une activité professionnelle;
- c) l'expression «événement dangereux» vise tout événement facilement identifiable selon la définition qu'en donne la législation nationale, qui pourrait être cause de lésions corporelles ou d'atteintes à la santé chez les personnes au travail ou dans le public;
- d) l'expression «accident de trajet» vise tout accident ayant entraîné la mort ou des lésions corporelles survenu sur le trajet direct entre le lieu de travail et:
 - i) le lieu de résidence principale ou secondaire du travailleur; ou
 - ii) le lieu où le travailleur prend habituellement ses repas; ou
 - iii) le lieu où le travailleur reçoit habituellement son salaire.

II. MÉCANISMES D'ENREGISTREMENT ET DE DÉCLARATION

Article 2

L'autorité compétente devra, par voie législative ou réglementaire ou par toute autre méthode conforme aux conditions et à la pratique nationales et en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, établir et réexaminer périodiquement les prescriptions et procédures aux fins de:

- a) l'enregistrement des accidents du travail, des maladies professionnelles et, lorsque cela est approprié, des événements dangereux, des accidents de trajet et des cas de maladie dont l'origine professionnelle est soupçonnée;
- b) la déclaration des accidents du travail, des maladies professionnelles et, lorsque cela est approprié, des événements dangereux, des accidents de trajet et des cas de maladie dont l'origine professionnelle est soupçonnée.

Article 3

Les prescriptions et procédures d'enregistrement devront définir:

- a) la responsabilité des employeurs:
 - i) d'enregistrer les accidents du travail, les maladies professionnelles et, lorsque cela est approprié, les événements dangereux, les accidents de trajet et les cas de maladie dont l'origine professionnelle est soupçonnée;
 - ii) de fournir des renseignements appropriés aux travailleurs et à leurs représentants concernant le mécanisme d'enregistrement;
 - iii) d'assurer l'administration adéquate de ces enregistrements et leur utilisation aux fins de l'établissement de mesures préventives;
 - iv) de s'abstenir de prendre des mesures disciplinaires ou de rétorsion à l'encontre d'un travailleur qui signale un accident du travail, une maladie professionnelle, un événement dangereux, un accident de trajet ou un cas de maladie dont l'origine professionnelle est soupçonnée;

- b) les informations à enregistrer;
- c) la durée de conservation des enregistrements;
- d) les mesures visant à assurer la confidentialité des données personnelles et médicales détenues par l'employeur, en conformité avec la législation, la réglementation, les conditions et la pratique nationales.

Article 4

Les prescriptions et procédures de déclaration devront définir:

- a) la responsabilité des employeurs:
 - i) de déclarer aux autorités compétentes ou à d'autres organismes désignés les accidents du travail, les maladies professionnelles et, lorsque cela est approprié, les événements dangereux, les accidents de trajet et les cas de maladie dont l'origine professionnelle est soupçonnée;
 - ii) de fournir des renseignements appropriés aux travailleurs et à leurs représentants concernant les cas déclarés;
- b) lorsque cela est approprié, les modalités de déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles par les organismes d'assurances, les services de santé au travail, les médecins et les autres organismes directement concernés;
- c) les critères en application desquels doivent être déclarés les accidents du travail, les maladies professionnelles et, lorsque cela est approprié, les événements dangereux, les accidents de trajet et les cas de maladie dont l'origine professionnelle est soupçonnée;
- d) les délais de déclaration.

Article 5

La déclaration devra comprendre des données sur:

- a) l'entreprise, l'établissement et l'employeur;
- b) le cas échéant, les personnes lésées et la nature des lésions ou de la maladie;
- c) le lieu de travail, les circonstances de l'accident ou de l'événement dangereux et, dans le cas d'une maladie professionnelle, les circonstances de l'exposition à des dangers pour la santé.

III. STATISTIQUES NATIONALES

Article 6

Tout Membre qui ratifie le présent protocole devra, sur la base des déclarations et des autres informations disponibles, publier annuellement des statistiques, compilées de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays, concernant les accidents du travail, les maladies professionnelles et, lorsque cela est approprié, les événements dangereux et les accidents de trajet, ainsi que leurs analyses.

Article 7

Les statistiques devront être établies selon des systèmes de classification compatibles avec les plus récents systèmes internationaux pertinents instaurés sous les auspices de l'Organisation internationale du Travail ou d'autres organisations internationales compétentes.

IV. DISPOSITIONS FINALES

Article 8

1. Un Membre peut ratifier le présent protocole en même temps qu'il ratifie la convention, ou à tout moment après la ratification de celle-ci, en communiquant sa ratification formelle au Directeur général du Bureau international du Travail aux fins d'enregistrement.

2. Le protocole entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général. Par la suite, ce protocole entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée. À compter de ce moment, le Membre intéressé sera lié par la convention telle que complétée par les articles 1 à 7 du présent protocole.

Article 9

1. Tout Membre ayant ratifié le présent protocole peut le dénoncer à tout moment où la convention est elle-même ouverte à dénonciation, conformément à son article 25, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré.

2. La dénonciation de la convention, conformément à son article 25, par un Membre ayant ratifié le présent protocole entraînera de plein droit la dénonciation de ce protocole.

3. Toute dénonciation effectuée conformément aux paragraphes 1 ou 2 du présent article ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

Article 10

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qui lui seront communiqués par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle le présent protocole entrera en vigueur.

Article 11

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

6, b7

Article 12

Les versions anglaise et française du texte du présent protocole font également foi.

7, b7

Le texte qui précède est le texte authentique du protocole dûment adopté par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa quatre-vingt-dixième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 20 juin 2002.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt et unième jour de juin 2002:

*The President of the Conference,
Le Président de la Conférence,*

JEAN-JACQUES ELMIGER

*The Director-General of the International Labour Office,
Le Directeur général du Bureau international du Travail,*

JUAN SOMAVIA

The text of the Protocol as here presented is a true copy of the text authenticated by the signatures of the President of the International Labour Conference and of the Director-General of the International Labour Office. Le texte du protocole présenté ici est une copie exacte du texte authentiqué par les signatures du Président de la Conférence internationale du Travail et du Directeur général du Bureau international du Travail.

Certified true and complete copy,
Copie certifiée conforme et complète,

For the Director-General of the International Labour Office:
Pour le Directeur général du Bureau international du Travail:

Copie certifiée conforme et complète.
Pour le Directeur général
du Bureau International du Travail:

Guido Raimondi

Guido RAIMONDI
Conseiller Juridique
du Bureau International du Travail

PROTOCOLO RELATIVO À CONVENÇÃO SOBRE A SEGURANÇA E SAÚDE DOS TRABALHADORES, 1981

A Conferência Geral da Organização Internacional do Trabalho,

Convocada para Genebra pelo Conselho de Administração da Repartição Internacional do Trabalho, onde se reuniu a 3 de Junho de 2002, na sua 90ª sessão,

Tendo em conta as disposições do artigo 11º da convenção sobre a segurança e saúde dos trabalhadores, 1981 (a seguir designada “a convenção”) que prevê, nomeadamente, que:

“ Como medidas destinadas à realização da política mencionada no artigo 4º (...), a autoridade ou as autoridades competentes deverão progressivamente assegurar as seguintes funções:

(...)

c) o estabelecimento e a aplicação de procedimentos visando a declaração dos acidentes de trabalho e dos casos de doenças profissionais pelos empregadores e, quando for o caso, pelas instituições de seguros e outros organismos ou pessoas directamente interessados; e a elaboração de estatísticas anuais sobre acidentes de trabalho e doenças profissionais;

(...)

e) a publicação anual de informações sobre as medidas adoptadas em aplicação da política mencionada no artigo 4º (...), assim como sobre os acidentes de trabalho, os casos de doenças profissionais e os outros riscos para a saúde, ocorridos durante o trabalho ou com ele relacionados”;

Considerando a necessidade de reforçar os procedimentos de registo e de declaração dos acidentes de trabalho e doenças profissionais, com o objectivo de promover a harmonização dos sistemas de registo e de declaração, de identificar as suas causas e de adoptar medidas preventivas;

Após ter decidido adoptar diversas propostas relativas ao registo e à declaração de acidentes de trabalho e doenças profissionais, questão que constitui o quinto ponto da ordem do dia da sessão;

Após ter decidido que estas propostas tomariam a forma de um protocolo relativo à convenção sobre a segurança e a saúde dos trabalhadores, 1981,

Adopta, neste dia 20 de Junho de 2002, o seguinte protocolo, que será designado por Protocolo de 2002, relativo à convenção sobre a segurança e a saúde dos trabalhadores, 1981.

NMF

I. DEFINIÇÕES

Artigo 1.º

Para efeitos do presente protocolo:

- a) a expressão “acidente de trabalho” designa todo o acidente ocorrido em virtude do trabalho ou durante o trabalho e que dê origem a lesões mortais ou não mortais;
- b) a expressão “doença profissional” designa toda a doença contraída na sequência de uma exposição a factores de risco resultante de uma actividade profissional;
- c) a expressão “acontecimento perigoso” designa todo o acontecimento facilmente identificável, segundo a definição dada pela legislação nacional, e que possa ser a causa de lesões corporais ou de danos para a saúde das pessoas no trabalho ou em locais públicos;
- d) a expressão “acidente de trajecto” visa qualquer acidente que tenha provocado a morte ou lesões corporais, ocorrido no trajecto directo entre o local de trabalho e
 - i) o local da residência principal ou secundária do trabalhador; ou
 - ii) o local onde o trabalhador faz normalmente as suas refeições; ou
 - iii) o local onde o trabalhador recebe habitualmente o salário.

II. MECANISMOS DE REGISTO E DE DECLARAÇÃO

Artigo 2.º

A autoridade competente deverá, por via legislativa ou regulamentar ou por qualquer outro método que esteja em conformidade com as condições e a prática nacionais e em consulta com as organizações mais representativas de empregadores e de trabalhadores, estabelecer e reexaminar periodicamente as prescrições e procedimentos para efeitos de:

- a) registo dos acidentes de trabalho, das doenças profissionais e, sempre que for apropriado, dos acontecimentos perigosos, dos acidentes de trajecto e dos casos de doença que se suspeita terem origem profissional;
- b) declaração dos acidentes de trabalho, das doenças profissionais e, sempre que for apropriado, dos acontecimentos perigosos, dos acidentes de trajecto e dos casos de doença que se suspeita terem origem profissional.

Artigo 3.º

As prescrições e procedimentos de registo deverão definir.

- a) a responsabilidade dos empregadores:
 - i) de registar os acidentes de trabalho, as doenças profissionais e, sempre que for apropriado, os acontecimentos perigosos, os acidentes de trajecto e os casos de doença que se suspeita terem origem profissional;
 - ii) de fornecer informações adequadas aos trabalhadores e aos seus representantes, sobre o mecanismo de registo;
 - iii) de garantir a gestão adequada destes regtos e a sua utilização com vista à adopção de medidas preventivas;

- M
f
- iv) de se abster de tomar medidas disciplinares ou de represália contra um trabalhador que denuncie um acidente de trabalho, uma doença profissional, um acontecimento perigoso, um acidente de trajecto ou um caso de doença que se suspeite ter origem profissional;
 - b) as informações a registar;
 - c) a duração da conservação dos registo;
 - d) as medidas que visam assegurar a confidencialidade dos dados pessoais e médicos na posse do empregador, em conformidade com a legislação, a regulamentação, as condições e a prática nacionais.

Artigo 4.º

As prescrições e procedimentos de declaração deverão definir:

- a) a responsabilidade dos empregadores:
 - i) de declarar às autoridades competentes ou a outros organismos designados para o efeito, os acidentes de trabalho, as doenças profissionais e, sempre que for apropriado, os acontecimentos perigosos, os acidentes de trajecto e os casos de doença que se suspeite terem origem profissional;
 - ii) de fornecer informações adequadas aos trabalhadores e aos seus representantes no que respeita aos casos declarados;
- b) sempre que for apropriado, as modalidades de declaração dos acidentes de trabalho e das doenças profissionais pelas companhias seguradoras, os serviços de saúde no trabalho, os médicos e outros organismos directamente envolvidos;
- c) os critérios segundo os quais devem ser declarados os acidentes de trabalho, as doenças profissionais e, sempre que for apropriado, os acontecimentos perigosos, os acidentes de trajecto e os casos de doença que se suspeita terem origem profissional;
- d) os atrasos na declaração.

Artigo 5.º

A declaração deverá conter dados sobre:

- a) a empresa, o estabelecimento e o empregador;
- b) sendo caso disso, as pessoas sinistradas e a natureza das lesões ou da doença;
- c) o local de trabalho, as circunstâncias do acidente ou do acontecimento perigoso e, em caso de doença profissional, as circunstâncias da exposição a riscos para a saúde.

III. ESTATISTICAS NACIONAIS

Artigo 6.º

O Estado Membro que ratificar o presente protocolo deverá, com base nas declarações e em outras informações disponíveis, publicar anualmente estatísticas, compiladas de

M

forma a serem representativas de todo o país, sobre os acidentes de trabalho, as doenças profissionais e, sempre que for apropriado, os acontecimentos perigosos e os acidentes de trajecto, assim como as respectivas análises.

Artigo 7.º

As estatísticas deverão ser elaboradas com base em sistemas de classificação compatíveis com os mais recentes sistemas internacionais pertinentes, estabelecidos no quadro da Organização Internacional do Trabalho ou de outras organizações internacionais competentes.

IV. DISPOSIÇÕES FINAIS

Artigo 8.º

1. O Estado Membro pode ratificar o presente protocolo em simultâneo com a convenção, ou em qualquer altura após a ratificação desta, comunicando a sua ratificação formal ao Director Geral da Repartição Internacional do Trabalho, para efeitos de registo.
2. O protocolo entrará em vigor doze meses após o registo, pelo Director Geral, das ratificações de dois Estados Membros. Posteriormente, este protocolo entrará em vigor para cada Estado Membro, doze meses após a data em que tiver sido registada a sua ratificação. A partir desse momento, o Estado Membro interessado ficará vinculado à convenção completada pelos artigos 1 a 7 do presente protocolo.

Artigo 9.º

1. O Estado Membro que tiver ratificado o presente protocolo poderá denunciá-lo em qualquer momento do período de denúncia da convenção, nos termos do seu artigo 25º, mediante comunicação ao Director Geral da Repartição Internacional do Trabalho para fins de registo.
2. A denúncia da convenção, nos termos do seu artigo 25º, por um Estado Membro que tenha ratificado o presente protocolo, produzirá de pleno direito a denúncia deste protocolo.
3. A denúncia efectuada nos termos dos parágrafos 1 ou 2 do presente artigo, apenas produzirá efeitos um ano após o seu registo.

Artigo 10.º

1. O Director Geral da Repartição Internacional do Trabalho notificará todos os Estados Membros da Organização Internacional do Trabalho do registo de todas as ratificações e denúncias que lhe forem comunicadas pelos Estados Membros da Organização.
2. Ao notificar os Estados Membros da Organização do registo da segunda ratificação, o Director Geral chamará a atenção dos Estados Membros para a data em que o presente protocolo entrará em vigor.

1999

Certifico que este tratado de Portugal
relativo à comarca das cegonhas,
e o seu anexo da tabela 1981, da
OIT, em total de vinte e quatro,
está conforme o texto original na
linguagem da língua inglesa.

Lisbon, 2x de fevereiro de 2009

Fernando Almeida Lopes
(distribuidor de emprego e das
relações da Tabela)